

OUBLIEZ LA RECONNAISSANCE SYMBOLIQUE : C'EST L'APARTHEID EN ISRAËL QUE LE MONDE DOIT RECONNAÎTRE

Par Alaa Salama ⁱ

29 août 2025,

sur 972+ⁱⁱ

Ma grand-mère a 90 ans. Dans sa vie, elle a été deux fois exilée dans sa vie : d'abord par l'état d'Israël lors de la Nakba, puis par le régime syrien d'Assad. Sa mémoire n'est plus intacte. De sa vie en Suède, aujourd'hui, elle ne retient que les dernières minutes. Des longues décennies de sa vie, il ne lui reste que quelques images.

Pourtant, les souvenirs qu'elle garde de son enfance à Kfar Sabt, village palestinien de Galilée dépeuplé en 1948, sont vifs et brillants. Elle sourit, presque comme si elle s'apprêtait à faire une bêtise, en évoquant les jeux dans les champs, les escapades autour du village avec les autres enfants, et d'avoir espionné un fermier Juif dont l'arrivée subite au village – avec son tracteur bruyant – avait suscité des frémissements de curiosité et de soupçons.

Je suis né réfugié : la famille de ma grand-mère venait de Kfar Sabt, et celle de mon grand-père du village voisin de Lubyia. Aujourd'hui, de ma maison à Ramallah, chaque matin je m'éveille avec vue sur un drapeau israélien dans la colonie voisine de Beit El, un rappel sans ambiguïté du régime d'apartheid qui régente chacun des aspects de ma vie.

Les Juifs Israéliens qui vivent ici ont donné leurs voix à un gouvernement qui détermine où j'ai le droit de vivre, de travailler, de voyager, combien d'eau je peux recevoir, de quel ensemble de règles et de lois s'applique je relève, et desquelles je ne relève pas.

Comme des millions de Palestiniens de la Cisjordanie à Gaza, je suis gouverné par un système qui ne voit en moi qu'un obstacle à son expansion éthno-étatique.

C'est une réalité que des millions de personnes tout autour du monde ne peuvent plus méconnaître, en particulier depuis deux ans. Pourtant, ces derniers mois, plutôt que de reconnaître l'apartheid en Israël ou d'engager des actions conséquentes pour faire cesser les atrocités à Gaza, un chœur grandissant d'états ont décidé de reconnaître tout autre chose : un état Palestinien.

La première occurrence [de cette idée] date de 2024, quand l'État de Palestine a été reconnu par la Norvège, l'Espagne et l'Irlande - ces deux derniers faisant partie des voix les plus critiques à l'égard de la guerre menée par Israël à Gaza. Une seconde vague émerge à présent, à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, en réponse à l'intention déclarée d'Israël de poursuivre la guerre, auxquels se sont joints l'Australie, le Canada, le Portugal et Malte.

Quoiqu'elle témoigne de l'isolement croissant d'Israël sur la scène internationale, cette pièce de théâtre jouée sur la scène politique mondiale autour de la « reconnaissance de l'état Palestinien » ne peut pas être prise pour argent comptant. Alors que l'avance d'Israël en vue d'annexer de vastes de la Cisjordanie, alors qu'un génocide est en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 60 000 victimes

Palestiniennes, il est absurde de continuer à plaider pour une solution à deux états, comme s'il s'agissait d'un compromis raisonnable ou réalisable.

Plus étrange encore est cette insistance sur le fait qu'elle constituerait, 70 ans après la Nakba, la seule réponse possible à apporter au cœur de la question : à savoir un régime agressif, militarisé qui exige la domination nationale, légale, économique, d'un peuple sur un autre.

Ne gâchons pas 30 années de vies palestiniennes supplémentaires avec le paradigme de la partition – « résolution » coloniale d'un problème colonial. Israël a depuis longtemps manifesté clairement qu'il n'accepterait jamais d'état Palestinien. Agiter la solution à deux états est une diversion d'extraordinaire ampleur, et cela ne nous a conduit qu'au désespoir.

Aujourd'hui plus que jamais, les gestes symboliques sont pires qu'inutiles, parce qu'ils permettent au régime qui commet les crimes de gagner du temps et éloignent l'urgence des seules solutions qui importent : mettre fin au génocide, sanctionner son auteur, isoler le système d'apartheid et insister sans timidité sur l'égalité des droits et le droit au retour. Il ne s'agit pas d'extrémisme. Il s'agit, en justice, du strict minimum. Il existe déjà un état et c'est un état d'apartheid.

Une « solution » qui n'est juste, ni possible n'est pas un plan de paix, mais un alibi pour l'inaction, dont Israël va s'autoriser pour poursuivre ses massacres, accélérer son expansion et approfondir son régime d'apartheid.

Est-ce vraiment de cette façon qu'on sanctionne un régime qui a commis un génocide ? En lui offrant sur un plateau la domination sur ses victimes tout en donnant à celles-ci l'espoir trompeur d'obtenir un état qui s'étendrait sur moins de 23 % de leurs terres ancestrales ?

Et où sont les Palestiniens dans toute cette histoire ? Quand pour la dernière fois avons-nous été consultés démocratiquement ? Ou même interrogés pour savoir quelle solution nous accepterions ? Comme en 1947, quand le plan de partition de l'ONU a été tracé sans notre consentement, la pression récente pour une solution à deux états est promue par les pouvoirs européens, sans la moindre considération pour les gens dont la vie et la mort vont dépendre de ses termes.

L'arrogance de la France est explicite : elle menace Israël de reconnaître un état palestinien, en insistant sur le fait que ce doit être un état démilitarisé, et tout en continuant de fournir des armes à Israël. Je peux rêver d'un monde sans armes létales, mais ce n'est pas au vendeur d'armes de dire aux victimes d'un génocide d'abandonner leurs armes.

Pendant ce temps, Israël tousse et s'étouffe, condamnant cette reconnaissance comme autant de « primes à la terreur » et s'en servant comme prétexte pour promulguer des mesures encore plus extrêmes. Au mois de juillet, la Knesset a adopté une résolution approuvant l'annexion de la Cisjordanie, et l'expansion rapide de la colonisation se poursuit, incluant la récente approbation du bloc E1, dont les experts mettent en gardent qu'il interdirait toute continuité territoriale d'un état palestinien.

Même si, par quelque miracle, Israël se retirait finalement de la Cisjordanie et de Gaza, qu'est-ce qui garantirait la sécurité des Palestiniens dans leur nouvel état ? A quel moment le statut d'état a-t-il protégé quiconque d'une agression israélienne ou de son expansionnisme ? Le Liban et la Syrie

sont deux états souverains dont les frontières sont reconnues internationalement, et pourtant, leurs pays ont été occupés et leur villes bombardées. Un drapeau palestinien à l'ONU n'interrompra pas les colonies de peuplement, ne défera pas les règles militaires, ne mettra pas fin à l'état de guerre dans la région.

Si des pays veulent reconnaître l'état de Palestine, qu'ils le fassent, mais ils n'ont pas le droit de prétendre que cela modifiera la réalité. Transformer la réalité, cela commence par reconnaître la vérité : il existe déjà un état ici, et c'est un état qui pratique l'apartheid. Partant, les pays doivent entreprendre des actions légales, diplomatiques, économiques, jusqu'à ce que le coût pour Israël de maintenir cet apartheid surpasse les bénéfices qu'il en retire. Jusqu'à ce que ma famille retrouve un lieu qu'elle puisse appeler son chez-elle, et jusqu'à ce que les centaines de communautés de Palestiniens déplacés puissent rentrer chez elles.

Le sionisme a échoué, pas seulement parce que créer un foyer national Juif en Palestine aux dépens des Palestiniens a toujours été injuste, mais parce que les nettoyage ethnique, devenu à présent génocide, en a toujours été la conséquence logique, atrocités qui vont laisser l'état Juif isolé et honni. Et en dépit des efforts d'Israël, le sionisme a échoué aussi parce que les Palestiniens continuent obstinément de vouloir rester sur leur terre natale.

Ce qui continue d'exister aujourd'hui est un système grotesque d'apartheid, un peuple jouissant de ses droits et de sa pleine souveraineté, alors que les natifs sont massacrés, divisés, et asservis. Ce système pourra au bout du compte s'effondrer sous le poids de sa propre brutalité, mais cela ne se passera pas paisiblement : il s'accrochera à la vie avec la violence que nous voyons déjà se déchaîner aujourd'hui à Gaza.

La reconnaissance entraîne des responsabilités

Reconnaître qu'Israël est un état qui pratique l'apartheid est la première étape indispensable à un avenir qui aura surmonté l'ethno-nationalisme, fondé sur l'égalité, la justice et la liberté pour tous et tout. Et cette reconnaissance ne serait pas symbolique : l'apartheid est un crime contre l'humanité qui relève des lois internationales.

C'est la convention de Rome de la Cour Internationale de Justice qui le définit ainsi, et la Convention des Nations Unies sur la suppression et la répression du crime d'apartheid oblige les états à prendre des mesures législatives, judiciaires, et administratives pour l'empêcher et le punir. Précisément l'été dernier, dans un avis historique, la Cour Internationale de Justice a formulé des recommandations sur l'apartheid pratiqué par Israël, concluant que l'occupation israélienne et l'annexion des territoires palestiniens constituent des violations du droit international, qui demandent réparation.

La reconnaissance officielle du de la pratique israélienne de l'apartheid, même par une poignée d'états, mettrait sur la table ces obligations et rendrait politiquement et économiquement indéfendable la poursuite du soutien militaire et économique à Israël. Elle ouvrirait aussi la porte aux sanctions, au retrait de la représentation diplomatique, à la proscription des déplacements des représentants officiels qui font perdurer ce système.

Elle marquerait aussi un tournant dans les discours publics, rendant inévitable l'emploi de ce mot d'apartheid dans les discours les plus courants au sujet d'Israël, engendrant une pression sur les multinationales sous la menace du boycott, de l'infamie publique, ou une révolte des actionnaires

les amenant à reconsidérer leurs opérations en Israël. Un précédent existe : dans le cas de l'apartheid sud-africain, l'activisme populaire combiné à la condamnation des états a obligé les compagnies à se défaire de leurs intérêts locaux, même si nombre d'entre elles l'avaient longtemps refusé.

Cette reconnaissance transformerait aussi le regard international sur les Palestiniens. Aujourd'hui, nous sommes apatrides, ou citoyens d'un « état de Palestine » nominal, sans pouvoir réel de nous protéger, privé d'instruments diplomatiques et économiques que la plupart des nations tiennent pour acquis. Reconnaître qu'Israël pratique un régime d'apartheid nous redéfinit comme les victimes d'un crime contre l'humanité, méritant protection, et oblige à reconsidérer l'absurdité d'un monde où les Israéliens circulent librement alors que nous faisons face à des obstacles sans fin pour étudier, travailler ou rendre visite à nos familles à l'étranger.

Ce ne serait pas un remède magique. Israël se battra plus durement que l'Afrique du Sud pour maintenir l'apartheid, parce qu'il est plus retranché, nourri aux mythes religieux, et appuyé par un soutien international. Mais cette reconnaissance, au moins, nous mettrait sur la bonne voie, remplaçant des décennies de faux-semblants par la confrontation au réel. Permettrait de consacrer les années qui suivent à démanteler ce système plutôt qu'ajouter à l'illusion.

Kfar Sabt n'existe plus. D'après « Palestine remeberedⁱⁱⁱ », il ne reste que des tas de pierres et des terrasses de pierre pour attester qu'un village a autrefois existé à cet endroit. Mais Kfar Sabt vit dans la mémoire de ma grand-mère, dans ses récits, et dans les récits que je continuerai à raconter à mon tour. Il vit dans la blessure toujours vive d'un peuple qui a été privé de retour. Ma terre s'étend de Ramallah à Kfar Sabt, de Naqab à Lubyà.

Je ne lance pas un appel à l'expulsion [des Juifs israéliens], ni à la guerre. Nous avons assez souffert des deux. C'est un appel à la justice, parce qu'il n'y a que la justice qui puisse apporter la paix, et garantir la sécurité d'un autre futur pour tous les peuples de ce pays – où les récits de ma grand-mère ne seront pas seulement les reliques d'un monde détruit, mais les graines d'un monde en reconstruction.

- i Alaa Salama est data engineer (chargé du suivi web) du site 972+ (voir infra)
- ii 972 + est décrit par Wikipédia comme un site original dans le paysage médiatique, publiant uniquement, sous la responsabilité de ses rédacteurs et rédactrices, leurs articles de blogs.
- iii *Palestine remembered* (mémoires de Palestine)